



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Roms

Question au Gouvernement n° 1079

Texte de la question

ADHÉSION DE LA ROUMANIE À L'ESPACE SCHENGEN

M. le président. La parole est à M. Julien Aubert, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Julien Aubert. Monsieur le Premier ministre, votre majorité est beaucoup plus homogène qu'on ne le craignait : pendant qu'un vice-président de l'Assemblée nationale soutient ceux qui portent atteinte à la sûreté de l'État, le compagnon d'une ministre insulte l'armée française. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. – Protestations sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP.*)

En attendant, pour ce qui vous concerne, monsieur le Premier ministre, vous avez déclaré, à propos de l'adhésion de la Roumanie à l'espace Schengen : « La France a toujours été ouverte à cette question et a soutenu votre démarche. Cette adhésion, dans notre esprit, devra se faire en deux étapes : d'abord l'ouverture des frontières aériennes, ensuite l'ouverture des frontières terrestres. »

Pourquoi voulez-vous élargir un espace qui est malade ? Le chef de l'unité d'analyse d'Europol, lors d'une conférence en juin 2011, avait déclaré que l'accession possible de la Roumanie à la zone Schengen risquait d'augmenter la pression migratoire sur la frontière gréco-turque, déjà responsable aux trois quarts de l'immigration illégale en Europe du fait de la perméabilité de cette frontière.

Accessoirement, l'accession de la Roumanie à la zone Schengen va faciliter l'immigration des Roms en France. Je sais bien que votre seule réponse, quand on prononce le mot « Rom », est de crier au racisme ; mais comment voulez-vous régler un problème si vous interdisez qu'on en formule l'énoncé ? Niez-vous donc ce problème ? Niez-vous l'existence de bidonvilles qui n'ont rien à envier aux banlieues de Calcutta ou de Rio ? Niez-vous que des cabines téléphoniques soient transformées en maisons de fortune ? Niez-vous que des enfants soient déscolarisés et utilisés pour mendier ? Niez-vous la délinquance rom qui s'appuie sur l'instrumentalisation de jeunes mineurs et qui a fini par provoquer la fermeture du Louvre en avril 2013 ?

La population, monsieur le Premier ministre, se révolte. Je pourrais évoquer ce qui s'est passé dans la banlieue de Marseille avec l'incendie d'un camp de Roms installé illégalement avec l'appui et la compréhension de Samia Ghali. Ma question est simple. Expliquez-moi cette folie : pourquoi voulez-vous élargir l'espace Schengen alors que celui-ci est malade ? (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Manuel Valls, *ministre de l'intérieur*. Monsieur le député, quel mélange des genres, quelle confusion, que d'amalgames à chaque fois ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs des groupes SRC, écologiste, RRDP et GDR. – Exclamations sur de nombreux bancs du groupe UMP.*) Vous croyez un seul instant, monsieur le député de l'UMP, que vous allez pouvoir continuer à « surfer » sur ces questions alors que votre majorité a

gouverné pendant dix ans, qu'elle a conduit une politique au niveau européen, qu'elle a dû prendre des engagements concernant l'espace Schengen ?

M. Marc Le Fur. Répondez à la question !

M. Manuel Valls, *ministre*. À l'occasion de mon premier conseil des ministres européens de l'intérieur, j'ai dit que la France tiendrait ses engagements, que nous ne ferions pas de Schengen un débat interne, car nous pensons que la France a des responsabilités au niveau européen.

M. Pierre-Yves Le Borgn'. Très juste !

M. Manuel Valls, *ministre*. J'ai alors vu le soulagement de mes homologues, car mon prédécesseur avait, d'une certaine manière, nié la parole de la France, n'avait pas fait en sorte que la France tienne sa place sur ces questions essentielles qui méritent qu'on les traite avec discernement, avec des règles, des critères.

M. Claude Goasguen. De quoi parlez-vous exactement ? Soyez plus précis !

M. Manuel Valls, *ministre*. Et ce sera le cas pour la Roumanie comme pour la Bulgarie.

M. Claude Goasguen. Ce n'est pas une réponse !

M. Manuel Valls, *ministre*. Une négociation est ouverte ; elle n'est pas terminée. Elle devra aboutir mais sur le fondement de critères précis devant permettre à chacun d'avancer, le Premier ministre l'a rappelé à Bucarest. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

N'utilisez pas ce sujet, n'utilisez pas des populations qui sont en grande détresse, pour des raisons qui ne vous serviront à rien, car en tenant ce type de langage vous ne faites que faciliter la montée de l'extrême droite et des populismes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC, écologiste, GDR et RRDP. – Protestations sur les bancs du groupe UMP.*) Vous n'avez pas encore compris, monsieur le député, qu'il faut s'attaquer aux problèmes à la racine, apporter des solutions, faire en sorte que la droite retrouve ses esprits pour être enfin républicaine ! (*Mêmes mouvements. – Huées sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Armand Martin. Mensonges !

Données clés

Auteur : [M. Julien Aubert](#)

Circonscription : Vaucluse (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1079

Rubrique : Étrangers

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juillet 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 juillet 2013](#)